

*Questions orales*

nente des taux d'intérêt et une détérioration permanente de la position concurrentielle de l'économie canadienne. Cela coûte des emplois, et quand nous perdons des emplois, nous les perdons de façon permanente.

Nous comprenons qu'il est important de faire baisser les taux d'intérêt. Nous aimerions les voir baisser, mais nous voulons qu'ils baissent de façon permanente. La solution que préconise le NPD ne donnera rien.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, en juin dernier, le Comité des finances, fort de l'appui des trois partis représentés à la Chambre, a expliqué au ministre les moyens à prendre pour faire baisser les taux d'intérêt. Il me semble que M. Crow ne vole que de l'aile droite. D'autres choix s'offrent au gouvernement. Le Conference Board a déclaré ce matin que la confiance des gens d'affaires dans notre pays a atteint un niveau presque aussi bas qu'en 1981, et cette constatation précède la hausse du taux d'escompte de la semaine dernière et de cette semaine.

Vu la crise économique et monétaire que connaît notre pays, quand le ministre a-t-il l'intention de présenter à la Chambre un budget qui tienne compte de la crise qui frappe les Canadiens? Quand le budget sera-t-il prêt et quand des mesures concrètes seront-elles prises?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le budget sera présenté le mardi 20 février. Il exposera très clairement les moyens que nous prenons pour régler nos problèmes dans l'immédiat et ceux que nous sommes prêts à prendre dans l'avenir.

Les mesures actuelles et celles que nous comptons prendre dans l'avenir sont le prolongement du programme que nous avons mis en oeuvre en novembre 1984. Jusqu'ici, grâce à ce programme, plus d'emplois ont été créés chez nous que dans n'importe quel autre grand pays industrialisé et notre croissance économique suit de très près celle du Japon. Les mesures que nous avons prises sont efficaces; celles que nous allons prendre le seront également et nous permettront de continuer à obtenir de bons résultats, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Aucun Canadien ne croit sérieusement ce que raconte le ministre des Finances. On a de plus en plus l'impression d'entendre Allan MacEachen.

Le ministre des Finances ne voit-il pas ce qu'une politique de taux d'intérêt élevés est en train de faire aux agriculteurs canadiens, aux petits entrepreneurs, à la région de l'Atlantique entre autres, et aux Canadiens du Nord? Si oui, pourquoi n'agit-il pas de façon responsable en démissionnant de son poste de ministre des Finances et en sommant le gouverneur de la Banque du Canada, M. John Crow, de faire de même?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, dans le préambule à sa question, le député m'a adressé l'insulte suprême. Je ne peux accepter la recommandation qu'il me fait.

Je dirai à mon collègue que je me soucie beaucoup du bien-être des petits entrepreneurs, des agriculteurs, des pêcheurs, de tous les Canadiens de toutes les régions du pays.

Je suis absolument persuadé que nous avons adopté la bonne politique ces cinq dernières années. La prospérité économique du Canada le prouve. Nous voulons continuer dans cette voie, mais si nous ne nous soucions pas de l'inflation qui menace depuis deux ou trois ans, nous allons nous retrouver avec le même problème qui a assailli M. MacEachen en 1981-1982.

**Une voix:** C'est ce qui vous guette.

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Mon collègue dit que c'est ce qui nous guette. C'est exactement ce que nous voulons et allons éviter grâce aux mesures que nous prenons maintenant.

\* \* \*

**PRÉSENCE À LA TRIBUNE**

**M. le Président:** Je tiens à signaler aux députés la présence à notre tribune de Son Excellence Gyula Horn, ministre des Affaires étrangères de la République de Hongrie.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest):** Monsieur le Président, c'est au vice-premier ministre que je m'adresse. En lisant les journaux d'aujourd'hui, nous avons appris avec consternation que le gouvernement n'allait pas publier le plan d'action environnemental qu'il a promis